

ASSEMBLÉE DU PQ À TROIS-RIVIÈRES

Johnson se donne de plus en plus le style du futur chef

MARIE-AGNÈS THELLIER

TROIS-RIVIÈRES — L'assemblée régionale très réussie qu'a tenue le Parti québécois hier après-midi à Trois-Rivières a été marquée dans la salle, par la forte supériorité numérique des partisans de Pierre-Marc Johnson; sur scène, par l'isolement idéologique de Guy Bertrand; et enfin en coulisses par l'animosité de quelques partisans de Jean Garon à l'endroit de la personne même de M. Johnson.



Venues des huit comités de Maurice-Bois-Francs-Centre du Québec, les 1,200 personnes étaient en majorité des supporters de Pierre-Marc Johnson, le candidat qui jouit d'une forte avance dans la région. Mis à part une soixantaine de partisans de M. Bertrand et des amis qui entourent Francine Lalonde et Luc Gagnon, on peut estimer que plus de la moitié des militants s'affichaient pour M. Johnson, Mme Pauline Marois et M. Jean Garon se partageant moins de la moitié. Dans le cas du ministre de l'Agriculture, certains de ses supporters venaient de loin, notamment de son comité de Lévis.

L'organisation Johnson n'a plus peur d'afficher sa supériorité numérique: dès midi, les organisations Johnson et Marois, puis l'organisation Garon, rivalisaient de slogans et de couleurs aux portes de la salle. Plus jeunes que dans d'autres assemblées, les militants pro-Johnson, stimulés par les accents triomphants d'une trompette, ont fait une longue ovation au ministre de la Justice après son discours, ovation au moins aussi chaleureuse que celles réservées par leurs supporters à M. Garon et à Mme Marois.

Encore une fois, à Trois-Rivières, devant 1,200 personnes, M. Guy Bertrand a été le seul des six candidats à prêcher l'obsession de l'indépendance pour le Parti québécois alors que, chacun dans son style ou son domaine, les autres aspirants à la succession de René Lévesque prônaient des actions qui augmentent l'assurance des Québécois, en marche vers la souveraineté.

Cela a donné à nouveau l'occasion à M. Bertrand de s'en prendre aux autres candidats, et notamment aux trois ministres. M. Bertrand a rappelé que Jean Garon ne veut pas « casser l'élastique » du lien fédéral, que Pauline Marois garde espoir dans le gouvernement Mulroney et que, pour Pierre-Marc Johnson, fédéralisme renouvelé et souveraineté morceau par morceau sont synonymes.

« Nulle part, dans le programme du PQ, je ne trouve de référence à ce fédéralisme temporaire de Mme Marois, à ce fédéralisme élastique de Jean Garon, à ce fédéralisme renouvelé ou à cette souveraineté morceau par morceau de Pierre-Marc Johnson », a expliqué M. Bertrand, après avoir lu aux nouveaux péquistes l'article 1 du programme du PQ. Son seul espoir est que, dans le secret de l'isolement, les membres du parti se ressaisissent.

Voir page 8: Assemblée

La reprise des négociations de Genève: une dernière chance de déblocage avant la rencontre au Sommet

MICHEL ARSENEAULT

WASHINGTON — La « guerre des étoiles » sera de nouveau à l'affiche, à compter de jeudi à Genève, à l'occasion de l'ouverture du troisième round des négociations américano-soviétiques sur le désarmement.

Négociateurs américains et soviétiques auront alors une ultime chance de sortir les pourparlers de Genève de l'impasse avant la rencontre au sommet de MM. Ronald Reagan et Mikhail Gorbatchev, en novembre.

Tout indique que les négociations, qui ont commencé en mars, achoppent sur la question de l'Initiative de défense stratégique (IDS), le programme de recherche visant à doter l'Occident d'un système de défense spatiale.

L'URSS voudrait que les États-Unis abandonnent leurs recherches dans ce domaine, estimant qu'elles ne font que contribuer à la militarisation de l'espace.

Faisant valoir que l'Union soviétique est déjà engagée dans un programme de recherche en matière de défense stratégique, Washington estime pour sa part que l'IDS est non négociable. Les États-Unis ne délaissent pas un programme de recherche en échange de réductions au chapitre des missiles à portée intermédiaire (INF) ou stratégiques (START), insiste-t-on à Washington.

Armes spatiales, INF, START: la façon dont ces trois questions doivent être liées explique en partie les maigres résultats des négociations de Genève jusqu'à maintenant.

Aux yeux des Soviétiques, toute réduction des missiles à portée intermédiaire ou stratégiques doit être liée à l'abandon par les États-Unis de leur initiative de défense stratégique. Dans une interview accordée à la revue *Times*, il y a deux semaines, le numéro un soviétique, M. Gorbatchev, avait déclaré que de « très importants » développements pourraient intervenir en matière d'armes stratégiques et intermédiaires « si l'ad-

ministration américaine adoptait une autre approche ».

Les Soviétiques n'ont toutefois pas fait de propositions concrètes à la table des négociations indique-t-on au département d'État. Vendredi dernier, le président Reagan a d'ailleurs lancé un appel à son homologue soviétique, lui demandant de présenter des propositions précises.

Aux yeux des Américains, les trois « forums » sont liés dans la mesure où Washington souhaite amener Moscou à reconnaître que les deux blocs doivent en arriver à un nouvel équilibre entre armes offensives et défensives. S'adressant la semaine dernière à un groupe de journalistes de pays membres de l'OTAN, le directeur de l'Agence de contrôle des armes et du désarmement, M. Kenneth Adelman, a soutenu que Moscou et Washington devaient désormais mettre l'accent sur les armes défensives (telles les armes anti-missiles) plutôt que sur les armes offensives.

Depuis l'émergence des deux blocs, la dissuasion repose sur les armes offensives, chacun des deux blocs s'étant réservé le droit d'avoir recours à l'arme nucléaire.

Le déploiement à grande échelle d'armes défensives contreviendrait au traité ABM de 1972 sur les missiles anti-balistiques. Mais des responsables du département d'État estiment que les États-Unis et l'Union soviétique pourraient renégocier le traité ABM si les deux parties étaient d'accord pour faire reposer la dissuasion sur des armes offensives et défensives.

La semaine dernière, M. Adelman a nié que les États-Unis tentaient à Genève de changer les règles du jeu unilatéralement. « Je ne crois pas que nous soyons en train de changer les règles du jeu, a-t-il affirmé. Les efforts des Soviétiques en matière de défense anti-missiles démontrent que le sujet les intéresse au plus haut point ».

Certains observateurs font valoir que

Voir page 8: Déblocage

Les sondages du PQ accordent 20 points d'avance aux libéraux

MAURICE GIRARD

(PC) — Les péquistes concèdent que le PLQ est toujours en avance dans les intentions de vote des Québécois. Comme dans ceux des libéraux, les sondages internes du PQ accordent en effet une avance de quelque 20 points aux troupes de Robert Bourassa sur celles du futur leader du PQ.

C'est ce qu'a indiqué samedi le ministre du Tourisme, M. Marcel Léger, qui avait amorcé une conversation avec *la Presse canadienne* pour se plaindre de la couverture que font les médias de la campagne au leadership à laquelle il travaille activement.

M. Léger s'est servi du pointage de son parti pour démontrer qu'avec un leader de la trempe de Pierre-Marc Johnson ou de Pauline Marois, le PQ pouvait être assuré de gagner une

élection axée sur la personnalité du chef.

« Nos chiffres correspondent à ceux de Sorecom et donnent à peu près une différence de 20 points », a-t-il dit en parlant du sondage-maison effectué par le PQ dans toutes les circonscriptions électorales du Québec. « Mais, s'est-il empressé d'ajouter, on est en remontée. »

Pour appuyer son dire, le ministre du Tourisme tire de sa veste la liste du pointage effectué à travers le Québec, mais il se ravise parce qu'il craint que cela ne fasse la manchette le lendemain dans les journaux. Il répète cependant que l'écart entre les péquistes et les libéraux « était celui qu'indique Sorecom ».

« C'est quand même très encourageant pour nous. Pensez qu'il y a quelques mois il y avait 40 points qui nous séparaient des libéraux. N'ou-

Voir page 8: Sondages

OLOF PALME EST RÉÉLU EN SUÈDE



Le Parti social-démocrate de Suède, du premier ministre Olof Palme, a été reporté au pouvoir hier avec une majorité réduite.

Voir nos informations en page 8.

L'UNION SOVIÉTIQUE EXPULSE 25 DIPLOMATES ET CITOYENS BRITANNIQUES

Londres étudie une riposte appropriée



Sir Geoffrey Howe

LONDRES (AFP, AP) — Le ton était à la fermeté hier à Londres où le gouvernement britannique étudiait la riposte appropriée à l'expulsion de 25 de ses ressortissants à Moscou, en représailles au renvoi d'un nombre équivalent de Soviétiques de Grande-Bretagne, 48 heures auparavant.

Le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, a déclaré qu'il envisageait « urgemment et avec soin » la réponse adéquate, après avoir condamné comme parfaitement « inacceptable » la décision soviétique, dont la rapidité et l'ampleur inaccoutumées ont surpris en Grande-Bretagne.

Quelques heures après avoir appris le renvoi de 12 diplomates, six employés d'ambassade, cinq journalistes et deux hommes d'affaires en poste à Moscou, le chef de la diplomatie britannique avait annoncé que « le geste soviétique complètement injustifiable porterait atteinte au processus » d'amélioration des relations entre les deux États.

Le réchauffement bilatéral avait été amorcé il y a près de deux ans par le gouvernement conservateur de Mme Margaret Thatcher, au demeurant proche allié des États-Unis et très anticommuniste.

De source autorisée, on estimait hier que Londres se donnerait un

bref temps de réflexion, mais que, passé un délai de 24 à 48 heures, de nouvelles mesures pourraient être annoncées, comme par exemple une autre vague d'expulsions ou une réduction du contingent de diplomates autorisés à l'ambassade d'URSS à Londres.

Quoiqu'il en soit, le dialogue entre le Kremlin et Whitehall s'est déjà sensiblement dégradé en l'espace de deux jours, avec un retour à un vocabulaire rappelant la guerre froide plutôt que la détente.

En témoignent les propos tenus par le chef du second département européen au ministère des Affaires

Voir page 8: Londres

LE DEVOIR ÉCONOMIQUE

RECRUESCENCE D'ACHETEURS À N.D.G.

Le marché immobilier de Notre-Dame-de-Grâce se veut essentiellement constitué de duplex. L'augmentation moyenne des prix à N.D.G. se chiffre par 10 % depuis le début de l'année. Les acheteurs éventuels de maisons à N.D.G. sont sensibles d'une façon particulière aux taux d'intérêt: lorsque les taux sont stables, et pas nécessairement bas, ils arrivent en grand nombre.

Page 9

LE WEEK-END SPORTIF

REVERS ET GAIN DES EXPOS

Les Expos ont subi un revers de 6-2, hier au Stade olympique, devant les Mets de New York qui demeurent ainsi au plus fort de la course de la division est de la Ligue nationale. John Dopson a failli à la tâche dès la première manche en accordant 5 coups sûrs et quatre points mérités tandis que Ron Darling les limitait à 5 coups sûrs en sept manches. Samedi, David Palmer, à son premier départ depuis le 27 juillet, a renoué avec la victoire pour permettre aux Expos de l'emporter 5-1.

Page 16

LANGÉ DÉCLARE QUE MITTERRAND CONSIDÈRE SON PAYS COMME UN ENNEMI

La France poursuivra ses essais nucléaires

PARIS (AFP) — Le président François Mitterrand a choisi le langage de la fermeté pour réaffirmer au cours d'une brève déclaration radio-télévisée hier soir que la France poursuivra ses essais nucléaires dans le Pacifique-Sud « autant qu'elle le jugera nécessaire ».

Quelques heures plus tôt le premier ministre néo-zélandais, M. David Lange, avait déclaré que la France se considérait comme « l'ennemi » de la Nouvelle-Zélande.

De retour de sa visite-éclair sur l'atoll de Mururoa, site des expériences nucléaires françaises en Polynésie, M. Mitterrand a rappelé à tous

les critiques de ces expériences que « la France, puissance présente dans le Pacifique, entend décider souverainement de ce qui touche à ses intérêts nationaux ».

Signe concret de la volonté de la France de demeurer dans cette région du monde, le chef de l'État a fait part de son intention de voir croître la présence de la langue et de la culture françaises dans la région par la création d'un centre d'études supérieures francophones.

Au cours d'un entretien informel avec les journalistes à l'issue de l'enregistrement de sa déclaration, M. Mitterrand a expliqué que l'influence

de la France dans la région était directement liée au rayonnement de la langue française et qu'à l'heure actuelle, 300,000 francophones font face à 20 millions d'anglophones.

Parallèlement à cette fermeté, le président français s'est efforcé de faire passer un deuxième message dans sa déclaration, à base celle-ci de conciliation et d'offre de coopération aux pays du Pacifique-Sud.

Il s'est ainsi attaché à détendre le climat des relations franco-néo-zélandaises, en affirmant que « la France n'a pas d'ennemis dans le Pacifique-Sud ». Il répondait directement au chef du gouvernement de

Wellington, M. David Lange, qui a déclaré hier matin que la France se considérait comme l'« ennemi » de la Nouvelle-Zélande.

En outre, au cours de son entretien avec les journalistes, M. Mitterrand a indiqué avoir reçu de M. Lange un message dans lequel ce dernier exprime le désir de le rencontrer, une initiative accueillie favorablement par le président français, même s'il n'a pas précisé la date d'une telle rencontre.

Au cours de ce même entretien, M. Mitterrand n'a cependant pas caché un certain agacement à l'égard de M.

Voir page 8: Essais



David Lange

Imaginez ce que Victor aurait fait avec... HUGO

DICTIONNAIRE ET GRAMMAIRE ÉLECTRONIQUES

- 105 000 mots programmés et programmables
- Correcteur d'orthographe, d'accords, de majuscules

...XYTEXTE LE TRAITEMENT CHOC POUR UN TEXTE PROFESSIONNEL

TURGEON éditeur informatique

SIBEC kiosque N° 2000

CHEZ VOTRE DÉTAILLANT OU **EOLOG** 5253, avenue du Parc, bureau 425 Montréal (Québec) H2V 4P2 (514) 273-1653 1-800-361-9852

SPECIAL CENTRÉE

SUITES DE LA PREMIÈRE PAGE

◆ Sondages

bliez pas que même avec une différence de quatre ou cinq points de moins par rapport aux les libéraux, nous pouvons quand même garder le pouvoir, avec 45 ou 46 % des voix.

Et il poursuit: « D'autant plus qu'on aura un nouveau ou une nouvelle chef et que les libéraux auront toujours leur vieux Bourassa. On va leur proposer de voter pour le changement, de voter PQ parce qu'ils ont un chef différent », ajoute-t-il.

Considéré comme l'expert organisateur d'élections au PQ, M. Léger identifie deux points encourageants pour l'avenir de sa formation politique que confirment les sondages du PQ: les popularités respectives de Pierre-Marc Johnson et de Pauline Marois, qui lui donnent espoir de remporter un troisième élection consécutive pour le PQ.

« Le sondage IQOP (Institut québécois de l'opinion publique), c'est une toute autre affaire. Mais c'est encourageant parce qu'il démontre que Marois et Johnson peuvent battre Bourassa », dit-il.

Placé devant ces évidences, le PQ axera sa campagne électorale « sur l'homme ou la femme », comme il l'a fait en 1981 contre Claude Ryan, avance le ministre du Tourisme, qui refuse d'admettre que le parti d'idées qu'était le PQ est en train de devenir un parti d'images.

Il avance qu'il existe « beaucoup d'idées dans le programme des candidats au leadership » pour construire une plate-forme électorale intéressante pour le PQ en vue des prochaines élections générales.

À titre d'exemple, M. Léger, qui était responsable de la dernière campagne de financement, cite l'assemblée des jeunes de samedi soir où « beaucoup d'idées jamais exprimées ont été avancées ».

Et c'est à ce moment de l'entretien que M. Léger reproche à la presse en général, « ce quatrième pouvoir qui est très influent », de se contenter « de l'anecdote », en ne retenant des assemblées comme celle de Rouyn que l'action d'un chahuteur.

Il a espéré que les journalistes auront retenu de l'assemblée de samedi qu'elle était animée par les jeunes, qui sont aussi actifs au PQ que chez les libéraux. D'ailleurs, dira-t-il,

le parti procédera à une sorte de structuration de ses jeunes, un peu sur le modèle de la commission jeunesse du PLQ.

◆ Déblocage

L'URSS ne peut que s'opposer à un tel rééquilibrage parce qu'elle ne pourrait suivre les États-Unis qu'avec difficulté dans la grande aventure technologique que suppose la « guerre des étoiles ».

Au lieu de se plier aux exigences américaines, les Soviétiques risquent ainsi de mettre l'accent sur le réarmement dans le but de pouvoir venir à bout de la défense spatiale américaine, si une telle défense était un jour érigée.

Des responsables du département d'État maintiennent toutefois que les Soviétiques comprendront qu'il est plus économique de s'engager dans la recherche et le déploiement éventuel d'armes défensives que dans la production de nouveaux stocks d'armes offensives.

Des critiques de l'IDS, tant en Amérique du nord qu'en Europe, soutiennent pour leur part que les coûts de développement de nouveaux systèmes défensifs seront supérieurs aux coûts de productions de missiles à grande échelle.

Il est loin d'être acquis que les Américains réussiront à Genève à convaincre les Soviétiques du bien fondé de l'IDS.

Il semble que seul un compromis portant sur une redéfinition de la « guerre des étoiles » pourrait sortir les négociations de l'impasse.

Selon un spécialiste américain du contrôle des armements M. Paul Warnke, Washington devrait songer à limiter les essais d'armes anti-missiles et interdire leur déploiement en échange de réductions du nombre d'ogives nucléaires soviétiques. La recherche serait toutefois autorisée de part et d'autres.

Négociateurs américains et soviétiques devront s'entendre avant les 19 et 20 novembre, date à laquelle M. Reagan et Gorbatchev se rencontreront à Genève.

◆ Assemblée

Par ailleurs, si les manifestations de supporters sont dominées par la joie et par la bonhomie, certains partisans de M. Garon s'attaquent à la personne même de M. Johnson qu'une pancarte traité de malin, de menace et de menteur. Pour ces quelques partisans agressifs, c'est « Jamais Johnson ».

Réchauffés par l'assemblée des jeunes tenue la veille et surtout par l'accueil très chaleureux des péquis-

tes de la région Mauricie-Bois-Francis, les candidats à la présidence du Parti québécois ont, chacun avec un style de plus en plus marqué, réussi une bonne performance hier.

Pierre-Marc Johnson se donne de plus en plus le style du futur chef. Il a commencé son allocution par un hommage au travail de tous les militants péquistes. Il a même terminé son allocution par une phrase jusqu'ici réservée à ses propres militants: « J'ai besoin de votre appui et, quand je serai premier ministre, vous aurez mon appui ».

Dans un discours pré-électoral, il a rappelé aux militants toutes les actions à l'actif du gouvernement Lévesque. M. Johnson a de nouveau insisté sur les énormes changements d'attitude que le développement économique exige. Il a dit que le gouvernement devra être parfois capable de dire non. À cet égard, dans ses attaques contre M. Robert Bourassa, alors que M. Garon et Gagnon ont insisté sur l'erreur de vouloir exporter de l'électricité de base au lieu d'industrialiser le Québec, M. Johnson a appuyé sur le manque de franchise et de courage du chef libéral.

Pauline Marois s'est adressée directement aux femmes et aux hommes, sur un ton proche de l'incantation. Consciente d'être bonne deuxième, elle déclare que le PQ a la responsabilité d'offrir une véritable alternative à Robert Bourassa. « Il ne faudrait pas s'installer dans le confort et l'indifférence », a lancé le ministre de la Main d'Oeuvre. « Car vivre en français en Amérique du Nord, ce n'est pas réglé », a-t-elle ajouté, avant d'exposer à nouveaux ses projets socio-économiques, notamment les fonds d'initiatives à l'emploi dans les régions, le rapprochement école-marché du travail, la politique familiale et la reconnaissance du travail des femmes à la maison.

Toujours en verve, Jean Garon a poursuivi ses attaques indirectes contre M. Johnson, notamment en souhaitant que le Parti québécois n'ait jamais d'attaches avec un parti fédéral (sans doute autre que le Parti nationaliste...). M. Garon a proposé par ailleurs que le Québec se dote d'une véritable politique des transports, et notamment qu'il mise sur le fleuve Saint-Laurent. Il ne veut plus que le Québec hérite de la pollution des Grands-Lacs.

Très à l'aise, Francine Lalonde a de nouveau présenté ses projets de plein-emploi et de fonds régionaux comme les moyens de ne plus avoir peur: « la fin de la peur, c'est la fin de la dépendance ». Mme Lalonde a elle aussi déclaré que le PQ de l'après-référendum a le double mandat d'agir pour faire disparaître la peur et d'aller au bout de l'idée de fédéralisme renouvelé. Elle voudrait que s'ouvre une négociation avec Ottawa afin de récupérer l'assurance-chômage, avec certaines modalités de transition.

Dans son meilleur style d'imprécateur, M. Guy Bertrand a indirectement lancé des flèches à M. Garon et Johnson. Au premier, il a signalé que la course n'est pas un « concours de ministres ». Au second, il accole sans le dire les étiquettes de « tergiversation » et d'« hypocrisie de langage ». Aux supporters de M. Johnson, il demande de quoi aura l'air le PQ si, en fin de course, « après avoir vendu notre âme pour le pouvoir, nous perdions le pouvoir ».

Luc Gagnon a rappelé à la région qu'un lac sur trois en Haute-Mauricie est presque mort à cause des pluies acides. Il estime qu'il faudra envisager la fermeture de l'usine Noranda à Rouyn pour que cette compagnie se décide à cesser ses émissions de pluies acides. Il a estimé que, si le PQ ne propose pas de projets concrets comme ses programmes Rénovation-Économie et Partage du travail, la population donnera à Robert Bourassa le bénéfice du doute même si sa solution Baie-James 2 est « mauvaise et même très dangereuse » à ses yeux.

Par ailleurs, Mme Marois a suggéré que le PQ adopte pour les prochaines assemblées régionales les mêmes règles que celles de l'assemblée des jeunes où « on a repris le dialogue et où l'on s'est posé des questions ».

◆ Londres

étrangères soviétique, M. Vladimir Sousof, lorsqu'il a remis à l'ambassadeur britannique à Moscou, Sir Bryan Cartledge, la liste des 25 personnes déclarées non gratae devant quitter l'URSS dans trois semaines.

Selon l'ambassadeur, M. Sousof a qualifié à cette occasion d'acte « hostile et malveillant » visant à empoisonner les relations entre l'URSS et la Grande-Bretagne, l'expulsion jeudi de 25 Soviétiques vivant à Londres. Sir Bryan a répondu « dans les termes les plus vifs », a fait savoir le Foreign Office.

Le mois de décembre 1984 paraît loin où Mme Thatcher disait au lendemain d'une visite particulièrement prometteuse de M. Mikhail Gorbatchev à Londres: « C'est un homme avec lequel on peut discuter ».

Aux yeux de Londres, la loi du Talion appliquée en matière d'expulsion par Moscou ne constitue ni plus ni moins qu'une « pure vengeance ». Autant la mesure contre les 25 Soviétiques serait justifiée, autant celle frappant les 25 Britanniques serait gratuite.

Le Foreign Office a en effet accusé les victimes de la purge parmi les Soviétiques à Londres, de s'être livrées à des activités d'espionnage « incompatibles avec leur statut ».

Les diplomates, journalistes et représentants de sociétés visés ont été selon toute vraisemblance, « donnés » par le chef d'antenne du KGB en Grande-Bretagne, Oleg Gordievsky, passé à l'ouest.

Les experts occidentaux en matière de renseignements s'attendent que les « confessions » de celui qui est présenté à Londres comme « un gros poisson » conduisent à des réactions en chaînes contre des agents soviétiques, des « taupes ou des traitres à la solde du Kremlin ».

En réagissant vite et fort, le

La tension baisse entre le Nicaragua et le Honduras

SAN JOSE (AFP) — La tension semblait baisser hier entre le Nicaragua et le Honduras à la suite de l'offre de dialogue direct adressée par le président Daniel Ortega à son homologue hondurien Roberto Suazo et des appels à la conciliation lancés par les pays du groupe de Contadora.

Vendredi en fin d'après-midi, après presque 24 heures d'incidents quasi-ininterrompus le long de la frontière entre les deux pays, dans la partie centrale, la tension était arrivée à un point extrême à Tegucigalpa où les radios, fonctionnant en chaîne nationale, multipliaient les appels à l'unité nationale et à la défense de la souveraineté sur fond de marches militaires.

C'est la première fois depuis plus de trois ans qu'une sorte de guerre froide oppose le Honduras au Nicaragua, qu'un incident de frontière, que est loin d'être le premier, a pris de telles proportions, entraînant un affrontement direct entre armées et forces aériennes des deux pays, alors même qu'à Panama, les ministres des Affaires étrangères des cinq pays d'Amérique centrale et ceux de Contadora semblaient faire un pas positif vers la détente.

Après 48 heures de travaux, les neuf ministres sont tombés d'accord sur un calendrier pour la mise au point définitive, avant la fin novem-

bre, de l'Acte pour la Paix et le Coopération en Amérique centrale considéré comme un document de base pour la détente dans la région.

Mais samedi, le Congrès hondurien, réuni en session extraordinaire, n'a pris aucune décision, tandis que du côté nicaraguayen, on a semblé faire plutôt le gros dos, sans répondre à l'escalade verbale déclenchée à Tegucigalpa, le président Ortega se limitant à justifier l'attitude de ses troupes et à proposer une rencontre urgente à Roberto Suazo.

L'incident qui a mis le feu aux poudres, comme tous ceux qui ont provoqué des dizaines d'échanges de notes de protestation entre le Nicaragua et le Costa Rica, a pour origine l'activité des mouvements armés antisandinistes.

Tandis que le Nicaragua affirme qu'ils agissent à partir du territoire des pays voisins, le Costa Rica et le Honduras, les gouvernements de ces deux pays le nient formellement.

Les heurts de vendredi, a-t-on informé officiellement à Tegucigalpa, ont été provoqués par une attaque d'artillerie sandiniste contre le village frontalier d'El Espanolito, dans le secteur central, qui a fait un mort et huit blessés dans l'armée hondurienne et une victime civile, une fillette de 8 ans qui a été tuée. Plus tard, une autre attaque sandiniste a

eu lieu contre La Lodoso, à 50 km au sud ouest.

L'aviation hondurienne a attaqué les positions d'artillerie sandiniste ainsi qu'une colonne d'infanterie et aurait également, selon Tegucigalpa, abattu en combat aérien un hélicoptère d'assaut de fabrication soviétique MI-24.

Du côté nicaraguayen, on a évité de s'en prendre directement au Honduras, en présentant l'incident comme « une nouvelle phase de l'escalade nord-américaine qui prétend écraser la révolution ».

Les tirs d'artillerie contre El Espanolito visaient à repousser une colonne de 800 guérilleros de la Force démocratique nicaraguayenne (FDN), venant de la base de Las Vegas et appuyée par l'armée hondurienne, qui tentait de pénétrer en territoire nicaraguayen, a affirmé Daniel Ortega, et ceux qui ont pris plus tard pour cible La Lodoso visaient à dissuader 1.500 autres hommes de la FDN d'en faire autant.

Les ministres des Affaires étrangères du groupe de Contadora (Colombie, Mexique, Panama et Venezuela) ont immédiatement lancé des appels au calme et au dialogue, et le colombien Augusto Ramirez a souligné que cet incident « démontre une fois de plus la nécessité urgente de signer l'Acte de Contadora ».

Palme est reporté au pouvoir en Suède avec une majorité réduite

STOCKHOLM (AFP) — Le premier ministre social-démocrate, M. Olof Palme, et la majorité parlementaire de gauche (social-démocrate et communiste) sont reconduits au pouvoir, bien qu'avec une majorité réduite, selon une estimation de la télévision suédoise hier soir après le dépouillement des bulletins de vote dans plus des deux tiers des circonscriptions (561 sur 792).

Selon ces résultats, le Parti social-démocrate, qui a promis de poursuivre la politique de lutte contre l'inflation et le chômage appliquée depuis 1982, demeure le premier du pays avec 45,6 % des suffrages. Bien que privé de 5 sièges, il conservera le principal groupe au Riksdag avec 161 députés sur 349.

Les 19 mandats obtenus par les communistes (5,3 % des voix et 11 sièges perdus) qui soutiennent le gou-

vernement social-démocrate sans y participer, donneront à la gauche une majorité de 180 mandats, soit 5 de plus que la majorité absolue de 175 pour une Chambre de 349 membres.

L'opposition « bourgeoise » avec un total de 47,8 % des bulletins et de 169 sièges pour ses trois composantes a dans l'ensemble amélioré son score par rapport à la consultation de 1982 où elle avait été créditée de 46,9 % et de 163 mandats.

Elle doit ce résultat à la remontée spectaculaire des libéraux de M. Bengt Westerberg dans l'opinion avec 45,6 % des suffrages. Bien que privé de 5 sièges, il conservera le principal groupe au Riksdag avec 161 députés sur 349.

Les modérés-conservateurs de M. Ulf Adelsohn resteront néanmoins le principal parti de l'opposition avec 75 députés, mais le public n'a visiblement pas eu confiance dans les plans de réforme fiscale de leur chef. Privés eux aussi de 11 mandats, ils ont recueilli 21,0 %, régressant de 2,5 % environ.

M. Palme s'est félicité du résultat de l'élection, disant qu'il était « fantastique » pour les sociaux-démocrates.

Il a ajouté que le plus important résultat était le net recul subi par les conservateurs, le plus grand parti d'opposition. « Cette victoire signifie la défaite de l'alternative néo-libérale égoïste qui a été offerte au peuple suédois. Nous avons gagné ce combat contre un changement de système », a déclaré le premier ministre souriant aux journalistes.

Kremlin a pu vouloir avertir la Grande-Bretagne des dangers à pousser trop loin son avantage, estimant hier les observateurs.

La liste des 25 résidents britanniques expulsés a été remise samedi à l'ambassadeur de Grande-Bretagne par un haut fonctionnaire du ministère soviétique des Affaires étrangères.

Les motifs avancés par le Kremlin, exposés dans une information de l'agence TASS publiée hier sans commentaire par l'ensemble de la presse, font état de « l'activité interdite de représentants britanniques en URSS, signalée à plusieurs reprises à la partie britannique » qui a conduit Moscou à demander qu'un « certain nombre de représentants britanniques quittent l'URSS ».

Les expulsions concernent six personnes à statut diplomatique, soit trois deuxièmes secrétaires et trois premiers secrétaires, Janet Gunn, spécialiste des affaires intérieures, la Vicomte Asquith, chargé des questions économiques, et Andrew Gibbs, en charge de la politique internationale.

Les cinq journalistes sont Alan Philips (Reuters), Tim Sebastian (BBC), Mark Frankland (The Observer), Robin Gedye (The Daily Telegraph) arrivé à Moscou il y a quelques semaines seulement, et Denis Blewett (Daily Mail).

Les deux hommes d'affaires sont MM. Simon Priestly, de la société Quest Automation, et Roger Wood, de Golodetz.

◆ Essais

Lange en lui reprochant d'avoir tenu certains propos inconsidérés et de souffler tour-à-tour le chaud et le froid.

Mais au total, la France, si elle est résolue à rester dans le Pacifique, entend en même temps coopérer avec les pays de la région. Tel apparaît être le sens de la proposition faite par M. Mitterrand de mise au point de programmes scientifiques civils établis conjointement par des experts français et des spécialistes des pays de la région.

Ces programmes, a précisé M. Mitterrand au cours de l'entretien, pourraient porter sur des domaines

aussi variés que la météorologie, la pisciculture, les richesses marines et l'enseignement.

L'idée est claire: la France entend rester dans le Pacifique, mais en amie et non pas en ennemie des pays de la région. Parmi ceux-ci figurent un certain nombre de minuscules États extrêmement pauvres, et le président français a exprimé au cours de son entretien avec la presse son désir de parvenir avec eux à des accords de développement.

M. Mitterrand entend que cette coopération avec les 14 pays du Forum du Pacifique-Sud qui ont signé en juillet dernier un traité de dénucléarisation de la région soient dépourvus de toute suspicion en raison de la poursuite des essais nucléaires français. Aussi a-t-il invité les chefs de leurs gouvernements à venir se rendre compte eux-mêmes sur place de l'innocuité des expériences françaises.

En même temps, M. Mitterrand ne veut pas que la France soit en position d'accusée. Ainsi a-t-il publiquement demandé à l'Australie d'accueillir sur son sol des experts français pour qu'ils vérifient l'efficacité des mesures prises par les autorités de Canberra afin d'effacer toute trace de radio-activité à la suite des essais nucléaires atmosphériques auxquels la Grande-Bretagne a naguère procédé sur le territoire australien.

Dans une interview télévisée hier, le premier ministre néo-zélandais, M. David Lange, avait estimé que M. Mitterrand considérait la Nouvelle-Zélande comme un « ennemi ».

M. Lange réagissait ainsi à une déclaration faite vendredi par le président français en ouvrant vendredi à Mururoa les travaux du Comité de coordination du Pacifique-Sud, rapportée par le porte-parole de l'Elysée, M. Michel Vauzelle.

Dans cette déclaration, M. Mitterrand faisait valoir que « la souveraineté de la France ne peut être remise en cause et que personne ne peut se substituer à sa volonté lorsqu'il s'agit de ses intérêts dans le Pacifique, sauf à apparaître comme un adversaire ».

Le premier ministre néo-zélandais a par ailleurs révélé qu'il avait proposé à M. Mitterrand de le rencontrer lors de son court voyage ven-

dredi dans le Pacifique mais que sa demande était restée sans réponse.

Selon M. Lange, le président Mitterrand travaille actuellement à « créer en France une vague de nationalisme hystérique qui lui permettra en particulier de justifier la présence d'espions français en Nouvelle-Zélande » au moment de l'attentat meurtrier contre le Rainbow Warrior le 10 juillet dernier à Auckland.

Pour M. Lange, le déplacement de M. Mitterrand dans l'atoll polynésien où des expériences nucléaires ont été réalisées, tient aussi du « bras d'honneur en direction de tous ceux qui pensent autrement que Paris ». « Ce n'est certainement pas une façon d'agir telle qu'on la connaît dans le Pacifique ou en Nouvelle-Zélande », a ajouté M. Lange, mais apparaît comme un moyen de gagner des élections en France.

Interrogé à propos de l'avenir des relations franco-néo-zélandaises, M. Lange a répondu que son pays « ne se déclarait pas ennemi de la France ».

« Je serais très surpris si M. Palmer pouvait se rendre à Paris. Je sais que les autorités françaises voudraient voir annuler la prochaine visite qu'il doit effectuer en France » a indiqué M. Lange, dans une allusion à la visite officielle prévue depuis de longs mois que doit faire à Paris début octobre son vice-premier ministre et ministre de la Justice M. Geoffrey Palmer. « Mais, a-t-il ajouté, nous sommes prêts à nous rendre à Paris ».

« Nous sommes seulement contre toute menace nucléaire et nous sommes les ennemis de toute expérience nucléaire dans le Pacifique Sud », a précisé M. Lange qui insiste pour dire que la Nouvelle-Zélande n'est pas à l'origine de la tension qui existe actuellement entre Paris et Wellington.

SUR LES CAMPUS

JEAN-FRANÇOIS LACERTE

■ Université MC Gill

— Conférence sur la politique arctique (du 19 au 22 septembre). Organisée par le Centre d'études et de recherches nordiques de l'Université Mc Gill, cette activité de quatre jours aura lieu sous l'égide de la chaire Eben Hopson et de la Conférence circumpolaire inuit. Des fonctionnaires fédéraux, des chercheurs et des dirigeants inuits discuteront des politiques gouvernementales face à l'Arctique et au développement économique de ces régions. Pour informations: Centre d'études et de recherches nordiques, 392-8208/8209.

■ Université Laval

— Journées maliennes (20, 21 et 22 septembre). Les étudiants et stagiaires Maliens de l'Université Laval organisent trois journées d'activités dans le cadre des festivités entourant le 25e anniversaire de l'indépendance de leur pays. Les bénéficiaires des activités seront acheminés vers les régions du Mali touchées par la sécheresse. Une série de conférences se succéderont le 20 septembre à la salle 1A du pavillon Charles-de-Koninck. Le 21, à compter de 19 heures, une soirée culturelle et artistique feront découvrir ce pays aux personnes présentes. Le lendemain, le 22 à compter de 14 heures, le Sénégal rencontrera le Mali dans une partie de soccer; à 20 heures, un film clôturera les activités au théâtre de la cité universitaire. Informations: 653-4200 (ch 9651) ou 657-2385 (ch 9625).

— Démonstration de machinerie forestière (17 et 18 septembre). Dans le cadre des activités du 75e anniversaire de la Faculté de foresterie et de géodésie de l'Université Laval, il y aura démonstration de plusieurs nouvelles machines (équipements de débardage, d'écorçage, de déchi-quetage) dans la forêt Montmorency (située à 20 Km à l'intérieur du Parc des Laurentides sur la route 175). Le ministre délégué aux Forêts du gouvernement québécois, M. Jean-Pierre Jolivet, sera présent. Pour informations: 656-2450/5545.

■ Université du Québec à Montréal

— Inauguration du Centre écologique de l'UQAM. Les nouveaux locaux du Centre écologique de l'Université du Québec à Montréal a eu lieu dernièrement. Ces nouvelles installations ont été placées près de Saint-Michel-des-Saints: elle remplace l'ancien pavillon, les trois laboratoires, des salles d'études et de trois pavillons-dortoirs qui ont été rasés par le feu l'année dernière. Cet emplacement sert aux étudiants et chercheurs de biologie, sciences de l'environnement, kinanthropologie et de géographie: plusieurs groupes peuvent aussi réserver ces locaux pour tenir des réunions administratives pour l'UQAM.

■ Université du Québec à Rimouski

— Modifications d'inscription sans mention. La date limite pour permettre aux étudiants de modifier leurs inscriptions sans mention au dossier universitaire a été fixée à demain, 17 septembre.

■ Université de Montréal

— Exposition de design industriel (du 21 au 29 septembre). Ce sont les étudiants et finissants de l'École de design industriel de l'U de M qui exposeront leurs trouvailles et inventions. Plus de 100 projets et de nombreux travaux graphiques feront l'objet de cette exposition. Parmi ceux-ci, notons une bicyclette de randonnée, un guichet automatique pour bibliothèque, des instruments de musique en verre, un cyclomoteur électrique, etc... Il y aura également plusieurs conférences invitées. Au Centre communautaire de l'université, 3232, boul. Édouard-Montpetit, 6e étage. Informations: 343-7705.

— On cherche des femmes séparées ou divorcées. Les mères séparées depuis deux ans ou moins, ou encore vivant seules avec leurs enfants sont invitées à participer à une entrevue sur l'adaptation à la séparation. Une indemnité de \$ 20 est prévue pour couvrir les frais de déplacement. Ce projet de recherche est parrainé par la Faculté des sciences de l'éducation. Informations: 343-7640.

■ Sur les campus... en vrac

— Mettons les points à la bonne place. Une malencontreuse erreur de point a eu comme effet de multiplier par 10 le déficit du réseau des Universités du Québec dans la chronique *Sur les campus* de la semaine dernière. Ainsi, le déficit qu'accusent les universités du Québec est de \$ 3,5 millions, et non de \$ 35 millions. Nos excuses aux personnes qui auraient pu se sentir pointées par cette erreur.

— Concours pour les étudiants du secondaire. À l'occasion de la Semaine nationale des universités (qui se tiendra du 19 au 27 octobre, partout au Canada), la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec ont lancé le concours *L'Université et moi*. Le concours, qui s'inscrit dans le cadre de l'Année internationale de la jeunesse, invite les jeunes du secondaire à participer à une épreuve en arts plastiques ou à une épreuve écrite traduisant leur réflexion autour du thème choisi. Le concours se termine le 4 octobre. Tous les détails sont disponibles dans les écoles secondaires du Québec.

16 septembre
par la PC et l'AP

- 1984: des avions probablement irakiens attaquent deux pétroliers dans le golfe Persique.
- 1983: l'Agence de l'aviation civile de l'ONU ordonne une enquête sur la destruction d'un Boeing coréen par l'aviation soviétique.
- 1982: une grève générale est déclenchée en Bolivie pour exiger la démission du président Guido Villdozo, qui acceptera le lendemain de céder le pouvoir.
- 1979: le président Mohamed Tarraki est renversé en Afghanistan par un coup d'État dirigé par son premier ministre Hafizullah Amin.
- 1959: de Gaulle offre l'autodétermination à l'Algérie.
- 1945: le Japon abandonne Hong Kong.
- 1873: fin de l'occupation allemande.
- 1824: mort de Louis XVIII.
- 1744: le roi Frédéric II de Prusse s'empare de Prague.
- Il est né un 16 septembre: le roi Louis XIV (1638).

POUR OBTENIR DES CANDIDAT(E)S DE QUALITÉ UTILISEZ LES CARRIÈRES ET PROFESSIONS DU DEVOIR

844-3361